

Impressum

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1394

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Les radicaux réinventent la saignée

Une commission du parti radical suisse a présenté ses propositions-solutions à la maîtrise des coûts de la santé. Ce sont les scolaires recettes libérales appliquées à un domaine qui ne les tolère pas.

LES FORMULES SONT simples comme celles d'un catéchisme; concurrence entre des unités soumises à la même règle du jeu, pas de subventions étatiques privilégiant certains concurrents. Et si l'État doit intervenir en faveur des individus pour qui la loi libérale a des effets trop rigoureux, que soient aidés ceux-là seuls qui en ont besoin; cibler et non pas arroser. Appliqués par les radicaux suisses au domaine de la santé, ces commandements donnent les lignes directrices suivantes: suppression des subventions publiques aux hôpitaux cantonaux ou conventionnés, qui seront mis sur pied d'égalité, donc en concurrence, avec les cliniques privées. Il en résultera naturellement une hausse des primes qui sera compensée par une aide accrue à ceux pour qui la charge sera trop lourde.

Offre et demande

La proposition est aberrante pour une raison simple: les lois ordinaires du marché ne s'appliquent pas au domaine de la santé.

Le patient n'est pas un consommateur. Sa liberté est réduite, même s'il faut garantir celle, fondamentale, du choix de son médecin et de son établissement hospitalier. Le diagnostic et le traitement qui lui est proposé dépassent sa compétence. Certes, il a toujours la liberté fondamentale de rompre le lien de confiance avec son médecin, d'en choisir un autre ou de laisser faire la nature. Mais il ne choisit par comme on choisit une voiture en fonction de son budget, de ses goûts, de ses besoins. La relative dépendance du patient explique la croissance forte des coûts de la médecine ambulatoire, déterminée, entre autres facteurs, par la densité médicale. La demande ne crée pas l'offre; l'offre, pour une part, détermine l'ampleur de la demande. Une libre concurrence hospitalière aurait les mêmes effets. N'a-t-on pas déjà observé dans les cliniques privées des interventions chirurgicales sans justification véritable?

Socialement

La Suisse est un des pays où l'aide publique au coût de la santé se révèle particulièrement basse; pour l'essentiel, aide cantonale aux hôpitaux et

aide fédérale pour l'allègement des primes en faveur des bas revenus. La suppression de l'aide aux hôpitaux renchérira encore fortement les primes individuelles. Un report de l'économie faite au profit d'un allègement accru des primes pour les revenus modestes n'est pas crédible pour les raisons suivantes. D'abord ce domaine est de compétence cantonale, le parti radical n'en a cure. D'autre part, certains cantons ont démontré qu'ils ne jouaient pas le jeu de l'allègement. Zurich, et d'autres cantons, n'utilisent que le 50% des sommes mises à disposition par la Confédération. Enfin la hausse des primes pénaliserait la classe moyenne que les mêmes radicaux prétendent défendre, et encore plus les familles en raison de l'inique principe de la prime par tête.

Politiquement

On peut douter que les propositions radicales aillent bien loin. Leur mérite, si l'on peut dire, est d'être révélatrices. Le libéralisme, modèle anglo-saxon, fait décidément des ravages à Zurich d'où vient l'inspiration. Le paradoxe, c'est que tout en prônant verbalement les valeurs identitaires suisses, sous l'inspiration de l'UDC, on met en place un libéralisme destructurant l'esprit communautaire. *ag*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (*jd*)

Rédaction:

Géraldine Savary (*gs*)

Ont collaboré à ce numéro:

François Brutsch (*fb*)

André Gavillet (*ag*)

Jacques Guyaz (*kg*)

Charles-F. Pochon (*cfp*)

Albert Tille (*at*)

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Géraldine Savary

Responsable administrative:

Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,

Abonnement annuel: 90 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

Site: <http://www.domainepublic.ch>

CCP: 10-15527-9